

Eléments de langage

Aide pour médias

Le gouvernement a présenté son projet sous les termes « un projet de justice, d'équilibre et de progrès »

Après quelques jours à user de la salive pour essayer de convaincre du bien fondé de ce projet depuis quelques jours les arguments sont plus axés sur une réforme « difficile mais inévitable » ou « dure mais indispensable » et sur la responsabilité des organisations syndicales face à mobilisation.

L'objet de ce mémo n'est pas d'argumenter sur les aspects techniques qui sont déjà amplement développer depuis plusieurs mois par le matériel confédéral mis à votre disposition mais de donner quelques éléments de langage face aux médias non exhaustifs évidemment. De plus, un nouvel argumentaire sur les pistes de financement va vous être adressé par la confédération

L'observation des différentes sollicitations médiatiques au fil des jours fait apparaître comme dans chaque mouvement des tentatives de déstabilisation :

1 : question sur l'intersyndicale ou tentative de nous mettre en opposition

Présenter l'intersyndicale nationale comme un évènement, quelque chose d'inédit depuis 2010. Elle représente une chance et une force pour mobiliser plus largement le monde du travail. C'est pour la grande majorité des salariés une attente forte de voir les OS contester la même chose. Preuve en est en moins d'une semaine près de 450 000 personnes ont signé la pétition en ligne lancée par l'intersyndicale contre le report de l'âge de départ.

La pétition participe à faire connaître cette unité et contribue à la montée du rapport de force.

2 sur communication gouvernement la réforme est indispensable.

Financièrement : le gouvernement annonce volontairement des chiffres qui peuvent paraître énorme sans jamais les mettre ou les recontextualiser. Effectivement le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a évoqué, dans un des scénarios envisagés, un possible déficit de 12 milliards d'euros en 2027. A nous de rappeler que le budget total des retraites s'élève à 370 milliards d'euros, ces 12 milliards d'euros manquants à l'horizon 2027 représentent seulement un déficit de 3%. On fait moins d'enfumage pour le déficit d'entreprises privés ou même du déficit public.

Les aides publiques aux entreprises c'est 13 fois le déficit annoncé des retraites, on en parle !

Les syndicats dénoncent un "projet gouvernemental [qui] n'a rien d'une nécessité économique." Selon eux, la réforme des retraites "est le choix de l'injustice et de la régression sociale."

Enfoncer le clou sur le fait que ce sont deux choix de société qui s'opposent, celui de la cgt est celui de la solidarité sans omettre que nous voulons améliorer le système et que pour cela nous avons des propositions.

3 questions sur positionnement rassemblement national

Le gouvernement sait très bien que le RN prospère sur le terrain de la contestation populaire, il est donc le premier responsable en proposant une réforme qui va toucher pleinement l'ensemble des travailleurs et particulièrement les plus précaires.

Le RN est pour un retour de la retraite à 60 ans mais ne dit pas comment il le finance, par contre ce que l'on sait qu'il veut supprimer les cotisations sociales à hauteur de 3 SMIC, alors le fondement de notre système de retraite est adossé aux cotisations sociales.

Rappeler également que nous ne parlons pas avec le RN et que nous ne partageons pas du tout les mêmes valeurs. Ils savent eux-mêmes rappeler leur opposition aux mobilisations sociales et au syndicalisme. Quant à leur attitude il suffit de pointer leur vote à l'assemblée entre autres contre l'augmentation des salaires et du smic pour montrer que ce sont des imposteurs et non des justiciers.

4 continuer de lier la création d'emplois et l'augmentation des salaires

C'est imparable **plus d'emplois c'est plus de salaires versés et plus de cotisations.**

Ex : -100 000 emplois dans la fonction publique hospitalière au sal moyen de 3010€ bruts mensuels par mois, c'est 1,5 milliards d'euros pour les retraites. Dans la territoriale pour un sal moyen de 2492€ bruts c'est 1,2 milliards d'euros.

-100 000 emplois dans le privé au salaire médian c'est 800 millions d'euros pour les retraites

Des augmentations de salaires c'est aussi plus de cotisations :

Ex pour le privé 1% de masse salariale brute en plus c'est 1,8 milliards de cotisations supplémentaires.

Pour les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers 1% d'augmentation du point d'indice c'est 250 millions d'euros.